Paris, le 11 mai 2018

à M. Jean-Christophe DEBERRE
Directeur général de la MLF
Mission laïque française
9 rue Humblot, 75015 Paris

Monsieur le Directeur,

De nombreuses atteintes sont portées aux fonctionnaires par le président de la République et le gouvernement. Des mobilisations ont eu lieu et sont en cours, mais l'État reste sourd aux revendications portées par ses agents. Au gel du point d'indice, au rétablissement du jour de carence, à la hausse de la CSG mal compensée, aux coupes budgétaires et aux suppressions d'emploi viennent maintenant s'ajouter de nouveaux projets qui menacent directement le statut même de la Fonction publique et le périmètre de ses missions. Le manque d'attractivité pour le métier d'enseignant ne s'en retrouve qu'accentué et génère une pénurie en ressources humaines : celle-ci engendre, entre autre, de nombreux refus de détachements qui affectent les personnels et empêchent le bon fonctionnement de l'enseignement à l'étranger.

La FSU, comme l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction publique, appelle l'ensemble des agents des trois fonctions publiques à une nouvelle journée d'actions le 22 mai prochain. Nos organisations syndicales ont réaffirmé qu'elles ne partageaient ni l'orientation, ni la méthode, ni le calendrier proposé par le gouvernement dans son document d'orientation intitulé « Refonder le contrat social avec les agents publics. » Nous ne partageons pas davantage les objectifs poursuivis par le gouvernement consistant à réduire le périmètre de l'action publique avec la perspective d'abandon voire de privatisation de missions publiques. Porteurs de propositions et de revendications, nous demandons l'ouverture de discussions sur d'autres bases. Nous exigeons un dialogue social respectueux des représentants des personnels.

L'enseignement français à l'étranger lui-même est déjà affecté par les coupes budgétaires, les suppressions d'emploi et les menaces qui pèsent sur les contrats des personnels.

Pour les personnels de droit local, nous demandons que soient prises en compte les revendications, y compris salariales, qui sont portées dans le cadre du dialogue social.

Le SNES-FSU, le SNUipp-FSU et le SNEP-FSU déposent par la présente un préavis de grève d'une durée de 24 heures, pour l'ensemble des personnels des établissements du réseau MLF, pour la journée du 22 mai 2018. Avec tous les salariés de la Fonction publique, nous nous opposerons à toute dégradation envisagée et lutterons pour des services publics de qualité.

Veuillez croire, Monsieur le Directeur général, en l'assurance de nos respectueuses salutations.

Pour le **SNUipp-FSU**,
Catherine Desliens

Pour le **SNEP-FSU**,
Anthony Deltour

Pour le **SNES-FSU**,
Patrick Soldat